

Les Etats membres de l'Union européenne tardent à prendre une décision sur l'envoi d'une force au Tchad alors que 400 000 vies sont en jeu.

Oxfam International a critiqué aujourd'hui **l'incapacité des Etats membres de l'Union européenne (UE) à mettre sur pied la force neutre dont il est urgemment besoin au Tchad** afin de protéger plus de 400 000 réfugiés du Darfour et déplacés internes à l'Est du pays. Depuis la récente reprise des combats, Oxfam International a été contrainte de suspendre temporairement ses opérations dans différents endroits au Tchad. L'organisation affirme que, pour être efficace, cette force devra maintenir la plus stricte neutralité et assurer la protection des civils face à tous les auteurs des violences, quels qu'ils soient.

Le Tchad s'est vu confirmer par l'UE l'envoi d'une force – qui comprendra notamment des soldats irlandais, belges, français et suédois – censée arriver dès le mois d'octobre. Cependant, suite à de multiples contretemps, **cette force ne sera pas sur place avant l'année prochaine, au plus tôt.**

« L'insécurité actuelle démontre le besoin urgent de déployer au Tchad une force véritablement neutre afin de protéger les personnes innocentes prises au piège dans ce conflit », déclare Nicolas Vercken, responsable de plaidoyer à Oxfam France – Agir ici. « Le retard pris par l'Europe pourrait aboutir à ce que la force multinationale, lorsqu'elle sera enfin déployée, se trouve prise au milieu d'une guerre civile en pleine expansion. **Oxfam International en appelle donc aux ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne afin qu'ils respectent leurs engagements vis-à-vis des populations du Tchad et envoient sans plus attendre suffisamment de troupes et d'équipements adéquats** ».

Du fait des combats entre les rebelles et les forces gouvernementales à proximité de la frontière soudanaise, **les organisations d'aide humanitaire s'inquiètent du devenir immédiat leurs activités**, qui permettent actuellement de porter assistance à 185 000 personnes déplacées et 235 000 réfugiés du Darfour ne bénéficiant d'aucun autre secours.

Les combats exposent les organisations d'aide humanitaire au **risque d'une recrudescence d'attaques de la part de groupes armés cherchant à voler des véhicules ou de l'argent**. Durant la semaine passée, les ONG ont déjà subi de nombreuses attaques, détournements, tirs de fusil et vols. En 2006, deux attaques majeures avaient entraîné une importante réduction du travail d'urgence d'Oxfam, l'aide ayant été suspendue quatre mois durant, aux dépens de la vie de personnes vulnérables dépendantes de cette aide.

Dans l'Est du pays, **un Tchadien sur cinq a été contraint de fuir son foyer en raison du conflit** et plus de 600 000 personnes ont été touchées par l'impact économique du conflit. Afin de s'attaquer aux origines structurelles de ce conflit, il est nécessaire d'investir dans la construction de la paix entre les différentes communautés se trouvant dans la partie Est du Tchad.



Roland Van Haumermeiren, responsable d'Oxfam au Tchad : « Nous sommes très préoccupés par la sévère dégradation de la sécurité dans l'Est du Tchad depuis la semaine dernière. **Nous avons déjà du mal à répondre aux besoins essentiels des populations et cette reprise des combats pourrait mettre en péril nos ressources déjà limitées.** »

« Si nous devons suspendre notre travail dans les camps et les zones de déplacement de l'Est du Tchad, où nous fournissons les systèmes d'eau et d'assainissement, les personnes qui y vivent subiraient de lourdes conséquences. Les gens d'ici sont inquiets : **plus les combats se prolongeront, plus les populations seront amenées à fuir.** »

- FIN -

Contact Presse :

Aldine FURIO, Oxfam France – Agir ici / afurio@oxfamfrance.org / **01 56 98 34 45** ou **06 86 92 93 30**